

50^e ANNIVERSAIRE DE PLAYA GIRON CIA-Mafia, l'alliance criminelle

Gabriel Molina

Un rapport secret de Lyman Kirkpatrick, inspecteur général de la CIA, attribue à l'agence la plus grande part de responsabilité dans l'échec de la Baie des Cochons. Lorsqu'il le reçut, le président John F. Kennedy, qui s'était déclaré responsable de la défaite, disposait des outils pour les changements qu'il se proposait d'introduire.

Richard Helms fut chargé de remplacer Richard Bissell à la CIA, où il assumait la sinistre « sous-direction des plans », autrement dit des actions subversives. Dulles avait lui aussi été renvoyé auparavant.

Bissell et Helms se mirent d'accord pour confier la direction de la task force à un autre officier supérieur, William Harvey, surnommé le « James Bond de la CIA », immédiatement chargé de reprendre la mission consistant à s'appuyer sur la mafia italo-américano-cubaine pour assassiner Fidel. Ceci faisait partie de l'opération Mangouste, que devait organiser le général Edward Lansdale pour étouffer la Révolution cubaine, quitte à recourir aux forces armées des États-Unis.

De Harvey, on avait entendu dire qu'il avait construit un tunnel reliant Berlin-Est et Berlin-Ouest pour faciliter l'espionnage antisoviétique. On le savait aussi porté sur la boisson, ce qui lui avait valu d'être séparé du FBI.

Lansdale avait aussi fait parler de lui aux Philippines, dans les années 50. Il quitta son poste de chef de la CIA à Saïgon pour organiser la subversion anticubaine. Graham Green avait évoqué son travail au Vietnam : dans son roman *Un Américain bien tranquille*, il était représenté sous les traits de l'agent de la CIA Alden Pyle, un homme qui conspirait en marge du colonialisme français. Ce général à la silhouette dégingandée, présenté comme la substance même du « génie américain », proposa toute une série de mesures, dont certaines étaient classiques comme les pratiques terroristes de l'assassinat, de la pose de bombes, d'attaques à main armée, etc, mais d'autres, plus originales : « recruter et mobiliser l'Eglise catholique et les mouvements clandestins cubains, fracturer le régime de l'intérieur, saboter l'économie, introduire la subversion dans les services secrets, détruire les récoltes à l'aide d'armes biologiques ou chimiques, et changer le régime avant les élections partielles, prévues pour novembre 1962 ». Son trait de génie consista à proposer des moyens permettant de faire tomber la barbe de Fidel. D'où le fameux projet révélé dans le rapport Church du Sénat.

Sur l'instruction de Helms et de Bissell, Harvey demanda au colonel Edwards de le mettre en contact avec le mafieux John Roselli. L'entretien eut lieu à Miami et Harvey lui demanda de maintenir ses contacts avec les Cubains de la ville, mais de ne compter ni sur Giancana ni sur Maheu. Selon Schlesinger, Robert Kennedy, secrétaire à la Justice, avait été mis au courant de ces contacts en mai 1962 et avait dit à un officier supérieur de la CIA, sur un ton sarcastique : « J'ose espérer que si vous entendez faire des affaires avec le crime organisé, vous aurez le bon goût de le faire savoir au Procureur général. » Une deuxième réunion eut lieu à New York, une troisième à Miami. Harvey remit à Roselli un poison de toute dernière génération, sous forme de pilules, qui devait être envoyé à Tony Varona. Le Cubain demanda par la même occasion des explosifs, des détonateurs, des fusils, des armes courtes, des radios et même un radar. Le chargement lui fut remis par l'intermédiaire de Roselli.

Polito Grau reçut en 1962, des mains d'Alejandro Vergara Mauri, un fonctionnaire de l'ambassade d'Espagne accrédité à La Havane, deux pistolets Runger munis de silencieux et un tube d'aspirine contenant 500 pilules de poison, ainsi qu'une lettre de Varona qui préconisait des attentats contre les principaux dirigeants de la Révolution, en particulier Fidel, Raul et le Che. Le reste du poison trouverait bien d'autres destinataires.

Avec son frère Ramon, Polita se sentait en sécurité, estimant que tous deux jouissaient d'une sorte d'immunité puisque les autorités traitaient leur oncle, l'ancien président Grau, avec le plus grand respect, malgré les accusations de malversation qui pesaient sur lui depuis 1948. Attitude caractéristique de Grau : il n'avait pas quitté le pays.

Chez Herminia Suarez, ex-secrétaire de Grau, Polita tenait des réunions avec ses contacts et cachait une bonne part du matériel tel que poison, armes, appareils photos Minox, émetteurs et récepteurs de radio et autres matériels distribués par les ambassades. Elle fit d'Alicia T. Chenique son second. Ramon s'occupait pour sa part de recruter des agents et de créer des réseaux d'information qui devaient envoyer des données au centre de la CIA, par son intermédiaire ou d'autres moyens. Ces opérations l'amenaient à manipuler d'importantes sommes d'argent.

Les activités du groupe étaient diverses et sa composition très hétérogène. Les officiers de la contre intelligence cubaine détectèrent d'abord des signes de recherche d'information et de rapprochement avec des ambassades latino-américaines susceptibles d'accorder l'asile ; puis des informations sur des tentatives de sabotage. Mais ils ne voyaient pas le lien entre ces éléments. L'information parvenait de sources diverses, apparemment pas organisées.

D'un des groupes proches de Polita, ils reçurent un jour un renseignement inquiétant : l'ennemi n'avait pas renoncé à l'attentat contre le premier ministre, à l'arme à feu ou au poison.

Nelson Gonzalez, vétéran de la Sierra Maestra, était un des chefs du bureau contre les attentats. Il se chargeait de traiter le peu de renseignements disponibles. Mais le flux d'information finit par grossir. Polita Grau et son frère furent arrêtés : il fut décidé de ne pas attendre plus longtemps et de lancer l'opération de capture immédiate.

Dans le rapport du comité Church, il est précisé que la CIA est intervenue par la suite, au moins à trois reprises (1966, 1967 et 1971) pour éviter que des poursuites ne fussent engagées contre Roselli pour ses activités délictueuses et empêcher ainsi que sa collaboration avec la CIA n'apparût au grand jour. Les répercussions de ces relations de l'agence avec les mafias italo-américaine et cubano-américaine acquirent une envergure dramatique au moment des recherches menées par le Comité spécial de la Chambre des Représentants sur l'assassinat du président Kennedy en 1977 et 1978. En 1968, Robert Kennedy avait compris que la destruction de la CIA prévue par son frère s'était muée en sa réorganisation. Une erreur qui devait coûter très cher.